

**Convention collective nationale**

**IDCC : 218. – ORGANISMES  
DE SÉCURITÉ SOCIALE  
(8 février 1957)**

---

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2793. – ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE  
ET D'ALLOCATIONS FAMILIALES  
(25 juin 1968)**

---

Brochure n° 3339

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2603. – PRATICIENS-CONSEILS  
DU RÉGIME GÉNÉRAL  
DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**

---

ACCORD DU 10 AVRIL 2013

RELATIF À LA RÉMUNÉRATION DES PERSONNELS AU 1<sup>ER</sup> MAI 2013

NOR : ASET1350795M

IDCC : 2603, 218, 2793

---

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux se sont rencontrés dans le cadre de la négociation salariale pour l'année 2013.

Ils ont tous convenu que la mesure générale qui devait être privilégiée dans ce domaine consistait en une augmentation de la valeur du point.

L'employeur considérant que cette solution se révèle impraticable, les parties signataires ont décidé d'adopter les dispositions qui suivent.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Mesure salariale*

Les salariés qui relèvent du champ d'application des conventions collectives du 8 février 1957, 25 juin 1968, ou du 4 avril 2006 bénéficient d'une mesure salariale à effet du 1<sup>er</sup> mai 2013.

Cette mesure se traduit par un élément de salaire dont le montant correspond à 1 % du salaire de base du coefficient de qualification, ou de fonction, majoré, le cas échéant, des points supplémentaires attribués au titre de l'article 1<sup>er</sup> du protocole d'accord du 31 décembre 2008 relatif à la rémunération des personnels des organismes de sécurité sociale.

Cet élément est versé tous les mois, selon les modalités applicables à la rémunération de base.

## Article 2

### *Dynamisation des parcours professionnels*

Les parties signataires conviennent de la nécessité de dynamiser les parcours professionnels.

A cet effet, il est convenu d'accroître, tant pour les employés que pour les cadres, le nombre de bénéficiaires de promotions, pour atteindre au moins 10 % des salariés relevant de la convention collective du 8 février 1957 sur l'exercice 2013.

Une liste des métiers prioritaires, par branche de législation, a été établie. Elle est donnée en annexe.

Un bilan de l'application de cette mesure sera présenté aux partenaires sociaux en 2014.

## Article 3

### *Dispositions diverses*

Le présent accord, qui entre en vigueur à effet du 1<sup>er</sup> mai 2013, est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra être révisé ou dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Il entre en application sous réserve de l'agrément ministériel prévu par le code de la sécurité sociale, et ne vaut en aucun cas engagement unilatéral de l'employeur.

Il est d'application impérative à l'ensemble des organismes du régime général de sécurité sociale.

Fait à Paris, le 10 avril 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

UCANSS.

#### **Syndicats de salariés :**

CFE-CGC ;

PSTE CFDT ;

SNPDOS CFDT ;

SNADEOS CFTC ;

SNPDOSS CFE-CGC ;

SGPCOSS CFE-CGC ;

SNFOCOS CGT-FO.

## ANNEXE

### LISTE DES MÉTIERS PRIORITAIRES PAR BRANCHE DE LÉGISLATION POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 2 DU PRÉSENT ACCORD

BRANCHE	MÉTIERS CIBLES
Maladie	Technicien de niveau 3 Délégué à l'assurance maladie Conseiller informatique services Manager de délégués à l'assurance maladie Manager de plateforme téléphonique
Recouvrement	Gestionnaire de niveau 3
Famille	Gestionnaire allocataires de niveau 2, et de niveau 3
Retraite	Gestionnaire conseil retraite Manager de premier niveau